



Une DGFIP pour qui ? pour quoi ? comment ?

Déclaration liminaire au CTL du 1er octobre 2020

Bilan campagne IR, paiement Buraliste, Chiffres «clés» 2019, DUERP Covid-19

La crise sanitaire aggrave la crise sociale.

Le fossé se creuse entre ceux qui ont pu épargner 85 milliards d'euros et ceux dont la paupérisation ne fait que s'accroître !

Avec le plan de relance de 100 milliards d'euros, le gouvernement annonce une série de mesures pour relancer l'économie française après le confinement. Nul doute que les objectifs de ce plan seront atteints : la direction du comité de suivi est confiée au très libéral Bruno Parent, un des meilleurs serviteurs du politique, obéissant et dévoué à son Ministre, ayant à son actif la destruction de la DGFIP, de ses structures, de ses règles de gestion, et ce dans le plus grand mépris pour les agent·es.

Ce plan de relance ne fait en réalité que répondre aux demandes du MEDEF, sans tenir compte des urgences sociales que connaît le pays. Ce choix purement libéral prévoit 20 milliards, soit 1/5 du plan, consacrés à la réduction des impôts de production sans aucune contrepartie.

Ces aides, distribuées aux entreprises, y compris les plus grosses, ne sont assorties d'aucune condition sociale. Elles ne seront donc d'aucun secours pour sauver les salarié·es des centaines de milliers de licenciements en cours ou à venir. La fermeture annoncée de l'usine Bridgestone de Béthune en est le dernier exemple ! 886 familles dans le plus grand désarroi. Mais c'est également le cas dans des entreprises de l'aéronautique, par exemple, en Loire Atlantique.

A l'inverse, les sommes allouées aux minimas sociaux et aux personnes les plus précaires sont ridicules par rapport à ce qui est offert aux entreprises : 1 milliard d'euros (hausse de l'allocation de rentrée scolaire et repas à 1 euro en restaurant universitaire, aide aux associations et à l'hébergement d'urgence)... soit 1% du budget du plan de relance !

La crise sanitaire, nous annonçait-on, devait marquer une rupture avec le contenu et les méthodes éculées des réformes menées par ce Gouvernement et ceux qui l'ont précédé. Elle aurait fait prendre conscience du rôle fondamental des services publics pour affermir le lien social, répondre aux besoins des usager·es et amortir les effets de la crise. Rien de tout cela !

Le plan de relance ignore les services publics.

Pour Solidaires Finances Publiques, la mission des agent·es publics est d'assurer le service public pour garantir la cohésion sociale par la réduction des inégalités, l'accès à l'éducation, la santé, la culture, etc.

Pour le gouvernement, les agent·es publics sont exemplaires, parfois des héros...mais pas au point de prétendre à une revalorisation salariale. Il faut rappeler que les agent·es publics ont perdu 25 % de leur pouvoir d'achat en 20 ans !

Les suppressions d'emplois subies année après année conduisent à la mise à mal des missions, un fonctionnement des services à flux tendu, la dégradation constante des conditions de travail des agent·es. Et les plus de 2 000 emplois que la DGFIP va perdre en 2021 constituent un véritable affront aux «missions prioritaires» du confinement. Les réformes menées à marche forcée détruisent un peu plus l'organisation des services et ne permettent plus aux usager·es qui en ont le plus besoin, d'accéder aux services publics.

Pour Solidaires Finances Publiques, les services publics ne sont pas un coût pour la société, mais une richesse qui contribue à la cohésion et au bon fonctionnement de la collectivité de manière solidaire, égalitaire et démocratique.

A la DGFIP comme ailleurs... Tout reprend comme avant, sans détendre le calendrier, ni prendre le temps de tirer les enseignements de la période passée.

La dé-métropolisation et le NRP : Tout reprend aussi comme avant !

La démétropolisation s'inscrit pleinement dans une réorganisation totale de l'administration et répond à une commande politique. Par exemple, pour la Loire Atlantique, un Centre de Gestion des Retraites Interrégional financés par des emplois de la région !

Nous sommes donc bien dans le principe déroutant de « déshabiller Paul d'ici pour habiller Jacques ailleurs » ! **Pour Solidaires Finances Publiques**, l'intérêt du dispositif n'est en rien démontré et risque plutôt d'entraîner de graves conséquences pour les agent•es et le service public.

Le directeur général se trompe et trompe les agentes et les agents quand il présente la démétropolisation comme une relocalisation fondée sur des nouvelles organisations de services et s'appuyant sur un savoir faire avéré.

Il ne s'agit en effet nullement de relocalisations mais bien de délocalisations puisque les services concernés n'ont jamais été localisés dans les villes d'accueil. Délocalisation et non relocalisation puisque le service rendu ne bénéficiera en rien à la population locale.

Concernant la mise en place d'un accueil de proximité, la DGFIP continue d'affirmer auprès des agent•es et des élu•es locaux, qu'il va permettre d'augmenter la présence des services dans les territoires de près de 30 % !

Elle oublie systématiquement de préciser que le service rendu n'aura rien à voir avec ce que permet l'organisation actuelle. Comment peut-on comparer la présence d'un seul agent (1 à 2 fois par semaine, voire par consultation à distance), avec pour mission d'enregistrer les demandes des usager•es, avec des agent•es physiquement présents quotidiennement avec une pleine compétence ?

La DGFIP low-cost nous n'en voulons pas !

Pour Solidaires Finances Publiques, des alternatives existent ! Ne serait-il pas plus pertinent de renforcer les services existants par l'arrivée de nouvelles missions et de personnels ?

L'accueil de proximité est un leurre qui sera vite démasqué !

L'accueil, parlons-en ! Vous décrivez, dans les documents du CTL, une campagne déclarative à l'impôt sur le revenu réussie ou globalement réussie. Mais avec combien de renforts des autres services, dits non prioritaires ? Les agentES d'accueil et de SIP vous disent leurs difficultés depuis des années, leurs rejets des incessantes réformes qu'ils et elles subissent. Dans votre bilan de campagne IR, rien sur le PAS, rien sur la situation des agentES. Devons-nous vous renvoyer au CHSCT ou aux CAPL de recours pour vous rappeler les difficultés et les oppositions que rencontrent les agentES des SIP ?

Vous vous félicitez, à tort, de la «réussite» de cette campagne, car entièrement dématérialisée ? Cette non réception du public ne peut constituer une campagne réussie et ne peut être la référence des futures campagnes d'impôt sur le revenu. L'accueil des populations les plus fragiles, les plus précaires, les moins connectées et les populations qualifiées «à faible enjeu fiscal» demeure pour Solidaires Finances Publiques une mission fondamentale de la DGFIP. **Solidaires Finances Publiques** oeuvrera toujours pour une réception physique de qualité de tous nos concitoyens et de toutes nos concitoyennes et la protection et la défense des agentEs !

Un paiement de proximité ?

L'administration ne mégote pas pour chasser les usagers de nos caisses. En effet, si l'un d'entre eux s'y présente, il sera orienté vers un buraliste partenaire.

L'argument principal est le réseau étendu des buralistes. Argument intolérable quand on sait le nombre de trésorerie de proximité qui ont et qui vont encore fermer. Solidaires Finances Publiques dénonce la privatisation de cette mission historique de la DGFIP au profit notamment de la Française des jeux. C'est donc zéro cash pour l'administration, zéro service des finances publiques dans les territoires et 100% de risque pour la bonne exécution des missions.

2019 et ses chiffres «clés»

Aucune comparaison avec les années antérieures, rien sur la baisse du contrôle fiscal entre autres !

Une vraie plaquette d'accueil, d'ailleurs c'en est une !

Solidaires Finances Publiques vous demande des explications sur ces très mauvais chiffres !

Solidaires Finances Publiques revendique, quoi qu'il en coûte, pour paraphraser le Président Macron, un plan de relance et de sauvegarde de la DGFIP, comme de l'ensemble des services publics, de leurs agentES et de leurs usagers, doit être mis en oeuvre, pour en finir avec le monde d'avant.

